



UNION DE L'OPPOSITION DU VAL-D'OISE

Election législative du 16 mars 1986

UNI V.O

« Evitons les promesses, faisons place aux réalités »

Derrière J.L. Guet, des hommes et des femmes se présentent à vos suffrages avec un programme législatif auquel ils ont d'autant plus réfléchi que, tous engagés dans la vie active, ils sont particulièrement à même d'en définir les besoins.

Voici notre programme.

EMPLOI

L'économie de la France repose sur le **dynamisme et la santé** des entreprises privées de toutes tailles et de tous ordres : artisans, commerçants, exploitants agricoles, entreprises de service, industries, etc.

Aujourd'hui, elles sont les seules à pouvoir créer des emplois productifs (sans oublier celles qui seront dénationalisées en cas de victoire de l'opposition). Encore faut-il leur en donner les moyens.

Un patron « heureux », malgré tout ce qui a été dit à leur sujet depuis des années quel que soit le gouvernement, est un patron qui embauche et qui investit. Tous vous le confirmeront.

Pour ce faire, il faut la liberté d'entreprendre.

La liberté d'entreprendre, c'est quoi ?

- **Permettre aux entreprises d'être compétitives** à l'échelon national et international.
- **Respecter le climat de confiance** qui s'est instauré et se développe aujourd'hui au sein de l'entreprise entre tous ceux qui en sont partie intégrante.

Pour stimuler la **créativité et l'innovation**, vecteurs d'une économie moderne :

- la **libération** totale des prix
- l'**allègement** des charges
- une **réglementation** adaptée aux réalités économiques et sociales de l'entreprise

- l'**application** des lois sociales à l'ensemble du personnel
- l'**adaptation** des études secondaires aux besoins effectifs de la vie économique du pays, suivie d'une **formation** permanente et pour tous en entreprise adaptée à l'évolution réelle du monde du travail
- la **protection** efficace des brevets.

ECOLE

Le choix de l'école doit être laissé à l'initiative des **parents** qui sont **seuls responsables de l'éducation** de leurs enfants.

Nous nous battons pour que la création de nouveaux établissements, de nouvelles classes, l'attribution de nouveaux postes d'enseignants soient justement réparties dans le respect du pluralisme entre le public et le privé.

Nous demanderons une réelle formation pédagogique pour les enseignants ; la réactualisation des programmes et des méthodes d'enseignement, de meilleures conditions de travail.

Nous proposons également qu'un effort important soit entrepris sur le plan humain et matériel en faveur des enfants handicapés.

SECURITE

La **sécurité** des biens et des personnes **doit être renforcée**. Pour ce faire, les forces de l'ordre : police, gendarmerie, doivent **disposer**

de moyens efficaces en hommes et en matériels.

– Nous proposerons de leur donner ces moyens, **de leur redonner confiance en elles-mêmes**, alors qu'elles ont été trahies par le système.

Ainsi, elles seront à nouveau à même de retrouver leur **mission de prévention** et de protection de nos concitoyens, de résoudre effectivement le problème de la délinquance.

– Nous demanderons avec énergie que le gouvernement français coopère avec la même volonté que nos voisins : Allemagne, Italie, Grande-Bretagne, Belgique par exemple, pour **mettre fin au terrorisme** national et international.

– Nous demanderons le **rétablissement de la peine de mort** pour des cas très précis : les enfants, les handicapés, les personnes âgées, les représentants des forces de l'ordre.

Il est en effet indispensable qu'une société protège ses membres les plus démunis et ceux qui sont les gardiens de l'ordre et de la légalité du pays.

– Nous accompagnerons, conscients que la prison est, pour les jeunes délinquants primaires, un lieu à haut risque de s'engager ultérieurement plus à fond dans la criminalité, toute démarche qui aboutira à créer de **véritables T.I.G.** (Travaux d'Intérêt Général).

Mais ceux-ci devront être impérativement effectués dans des secteurs permettant au jeune délinquant une prise de conscience, sans oublier toutefois la **notion de sanction**.

– **Nous déposerons une proposition de loi destinée à montrer la nécessité de reconnaître les droits moraux et matériels des victimes du terrorisme** et du banditisme et à établir les modalités d'une indispensable et juste **indemnisation**.

IMMIGRATION

La France est un Etat de droit. Toute personne qui souhaite vivre sur son territoire doit suivre les règles régissant notre société.

Les travailleurs immigrés **en situation régulière** participent à la vie économique du pays ; ils ont les **mêmes droits et les mêmes devoirs** que nos concitoyens.

En revanche, l'immigration « sauvage » et clandestine est source de nombreux problèmes, que ce soit pour l'emploi ou la sécurité. Il faut dans ce domaine une politique très ferme.

La France doit rester terre d'accueil mais, dans l'intérêt de tous, nous proposerons le renforcement des contrôles aux frontières, une politique d'immigration qui tienne compte des contraintes et des impératifs de notre économie.

FAMILLE

La France est en train de vieillir. Toutes les statistiques démographiques le prouvent.

Nous étudierons avec soin et proposerons les mesures susceptibles de **relancer la natalité** dans notre pays, mesures d'autant plus nécessaires et difficiles à trouver que ce problème se pose à l'ensemble des pays européens.

POLITIQUE ETRANGERE

Sous la V^e République, les présidents successeurs ont fait de la politique étrangère leur domaine réservé.

Sans vouloir remettre en cause les principes d'une Constitution que nous approuvons, il nous apparaît que si une **nette majorité libérale** siège au Parlement après le 16 mars, le Président de la République devra respecter, en matière de politique étrangère, les **grandes options définies** par les responsables de celle-ci : présence de la France en Afrique, respect des engagements de la France auprès de ses partenaires notamment.

UNI V.O

Voter pour la Liste d'Union de l'Opposition
conduite par J.-L. GUIET

C'est voter pour

L'EXPERIENCE ET L'EFFICACITE